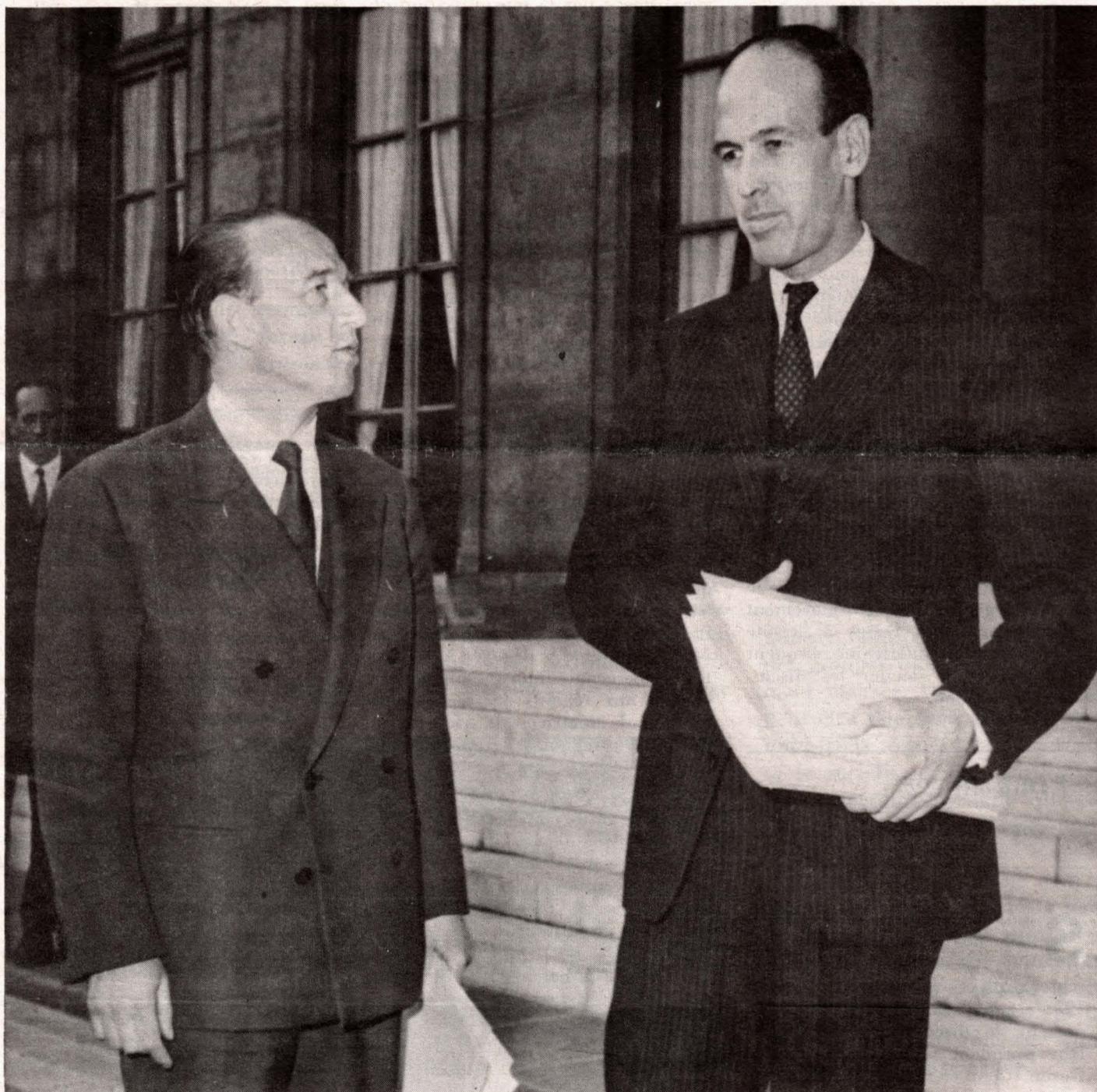


Tribune socialiste

N° 392 / 12 DÉCEMBRE 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Agip

QUERELLES DE FAMILLE

Jacques Malterre

Le régime donne l'aspect d'un navire en perdition ; Giscard d'Estaing, une main encore sur le bastingage gaul-

liste, une autre sur la barque indépendante, prend un peu plus ses distances. Couve de Murville lui facilite la tâche qui

fait dire à Europe n° 1 que si dans 3 mois il n'a pas réussi, il laissera la place à quelqu'un

(suite page 3)

Université échec à la réforme

Jacqueline Giraud

Lettre d'Italie

Bruno Crimi

Syndicats : conséquences de mai

Michel Johan

Le Mali en proie aux militaires

Jean Rabart

Cinéma national populaire

Jean-Paul Fargier

□ La quatrième roue du carrosse

Le général Ky, est arrivé dimanche à Paris, pour superviser les travaux de la délégation du Sud-Vietnam aux pourparlers préliminaires de paix de l'avenue Kléber. En dehors de la horde des journalistes, et de quelques « nervis » de l'Alliance républicaine de Tixier-Vignancour, il y avait bien peu de monde pour l'accueillir. L'ambassadeur Pham Van Lann, chef officiel de la délégation de Saigon, l'avait précédé de quelques heures dans le petit hôtel particulier de Neuilly, qui abritera les « fantoches » sud-vietnamiens au cours de leur séjour dans la capitale française.

Après un mois d'impasse, il semble que les Américains soient enfin parvenus à convaincre leurs alliés, de

Who is Ky

Vice-président de l'administration de Saigon, Coa Ky a été pendant deux ans l'homme fort du régime, incarnation du jusqu'au boutisme dans la conduite de la guerre et partisan de méthodes radicales pour résoudre le problème vietnamien. Réclamant le bombardement du Nord, puis son invasion, ainsi que celle de la Chine par ses armées, Coa Ky est même allé jusqu'à accuser ses alliés Américains de mollesse, voire de trahison.

C'est que pour ce petit sous-officier de l'armée de l'air française, l'extrémisme paie. Il a fait de lui le commandant en chef des forces aériennes de son pays peu de temps après l'indépendance, et l'a poussé aux premières loges lorsqu'il s'est agi de renverser Diem en 1964. En juin 1965, il prendra le pouvoir à la tête d'un groupe de jeunes officiers factieux et instaurera en l'espace de trois ans une véritable dictature militaire et policière.

Sa disgrâce en juin dernier était depuis longtemps réclamée par les Américains. Et même si sa présence à Paris peut être considérée comme un lot de consolation, Ky demeure redoutable.

venir s'asseoir à une table de conférence. Les numéros deux des délégations américaine et nord-vietnamienne, M. Cyrus Vance et le colonel Ha Van Lau, auront profité de ce répit pour résoudre non seulement les questions de procédure : la réunion se déroulera avenue Kléber, les langues officielles en seront l'anglais

et le vietnamien, le français servira de langue de travail, mais aussi le problème géométrique de la quadrature du cercle. Les uns et les autres ne voulant d'une table carrée ni rectangulaire, elle sera ronde.

Thieu a même soulevé le dernier « obstacle » : celui de la ratification de sa décision par les deux chambres sud-vietnamiennes. Après une parodie de consultation, et en faisant courir le bruit que la cour suprême pourrait être amenée à trancher, les « élus » sud-vietnamiens ont à une très large majorité cautionné la politique de leur chef.

« La délégation vietnamienne s'assoiera à la table de conférence avec les meilleures intentions du monde et un ardent désir le paix » a déclaré à la télévision de Saigon, le vice-président sud-vietnamien. Face à cette déclaration d'intention, assez surprenante de la part d'un homme dont on se souvient qu'il inscrit son nom sur les roquettes américaines destinées à ses compatriotes du nord, les représentants du Front à Paris se sont montrés plus réservés. M. Pham Van Ba, directeur de son bureau d'information a laissé entendre au cours d'une réception donnée il y a quelques jours à la délégation du Nord, que les premières séances seraient nombreuses et difficiles.

L'ombre de Ky, télécommandée pour une large part par Thieu, inspirera en coulisses les 120 délégués de l'administration fantoche. Son conservatisme fascisant et l'anticommunisme viscéral qu'il cultive à merveille, ne faciliteront pas les choses. Mais surtout le départ de M. Harriman et son remplacement officiel par Cabot Lodge à la tête de la délégation américaine, risquent de repousser à janvier les discussions sur le fond. □

□ Objectif 72 : vers quel socialisme ?

Sous les lambris dorés de la salle des fêtes des Lilas, quelque 200 délégués des groupes régionaux et locaux d'« Objectif 72 » applaudissent longuement dimanche le discours de clôture de leur président national, M. Robert Buron. Celui-ci devait d'ailleurs noter avec satisfaction le chemin parcouru depuis qu'un beau jour de 1966, il annonçait avec quelques amis la fondation de ce nouveau mouvement politique. Il semble bien en effet que ce type d'organisation connaisse aujourd'hui une certaine expansion. Comme l'écrit justement Jean-Claude Vajou dans *Combat*, « tout se passe comme si la fin du régime gaulliste dominé par la présence du général de Gaulle, accentuait en l'accélération le vieillissement des formations politiques tradition-

nelles, y compris le parti gaulliste, tandis que de petits rassemblements marginaux deviennent autant de foyers de réanimation et d'audace intellectuelle ».

Définir la place et le rôle d'« Objectif 72 », face à la gauche classique et à la gauche nouvelle, tel était bien en effet l'objet de cette II^e Convention nationale. Si les débats furent quelque peu hâchés et les conclusions parfois imprécises, nous en retiendrons quelques éléments.

Dans son communiqué final, la Convention se donne pour tâche de préparer l'opinion au passage au socialisme « par la sensibilisation de tous les milieux engagés au plan politique, au niveau socio-professionnel ou dans l'action culturelle ; par la discussion engagée à l'occasion des réformes en préparation ; par l'action entreprise au niveau municipal pour transformer à la base le style de vie et la formation des hommes ».

« Objectif 72 » se prononce pour une démocratie économique permettant « d'une part la satisfaction prioritaire des besoins collectifs, et d'autre part la fixation d'objectifs de production conforme à l'intérêt général, sous le contrôle de ses représentants aux différents niveaux : régional, national, européen, en attendant la possibilité d'une planification mondiale... ».

Au niveau régional, les amis de M. Robert Buron soulignèrent « la nécessité de reconnaître à ces entités une vie propre » et en définissent quatre conditions essentielles : « prendre appui sur une réforme indispensable de l'organisation au plan communal ; dégager des entités géo-économiques suffisantes ; confier aux régions des tâches véritablement créatrices de vie ; enfin, doter les régions reconnues d'un pouvoir exécutif élu ».

Comme on le voit, les thèmes abordés ainsi que l'orientation des solutions s'apparentent pour beaucoup aux préoccupations qui sont celles de notre parti, et nous ne pouvons que nous en réjouir.

Pourtant, la balance n'est pas aussi tranchée qu'il pourrait apparaître à la lecture des textes. Ainsi Jean Mastias, secrétaire général du mouvement, écrit dans son rapport introductif : « La gauche nouvelle ne peut prétendre à la disparition rapide de l'autre gauche. » Sans doute, ajoute-t-il, que « l'union doit se faire dans la clarté » mais il y a incontestablement une grande tentation à concevoir les rapports tactiques en simples termes d'arithmétique.

Il est toujours difficile pour un regroupement neuf de passer des appréciations passionnelles et un peu naïves à la réflexion fondamentale. Ce qui nous importe pour l'heure.

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche
Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Comité de Rédaction
Henry Beley, André Bielany, Jacques Buthiers, Michèle Descolonges, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Gilbert Hercey, Michel Johan, Alain Malory, Claude Rendel, Lucien Saintonge, Bernard Sizaïre, Dominique Yvoire.

Rédaction
81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60
Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20
C.C.P. 58 26 65

Abonnements
6 mois 18 F
1 an 35 F
de soutien, à partir de 70 F

*Publicité générale au Siège
de l'Administration*

Directeur de la Publication :
Guy Degorce

Ce numéro est tiré à :
25.640 exemplaires

S.A.I.E.M. - PARIS 1968

c'est la réaffirmation que le passage au socialisme est la seule voie qui permette à la gauche d'affronter ses tâches avec quelque certitude. Pour notre part, nous n'avons jamais dit autre chose.

Philippe GUYOT

□ Plasticages

Les récents plasticages qui se sont déroulés dans la région parisienne, font l'objet dans la grande presse d'une publicité pour le moins complaisante.

Dans l'état actuel des informations, il est impossible de dire s'il s'agit des agissements de quelques irresponsables, ou d'une machination destinée à faciliter de nouvelles provocations contre le mouvement ouvrier.

Il ne nous paraît pas inutile cependant de rappeler que le mouvement ouvrier a depuis longtemps condamné ce style d'actions qui ne peuvent déboucher sur rien. C'est dire tout aussi clairement que le P.S.U. condamne formellement les plasticages en question.

Notre bataille est politique et se déroule au grand jour. C'est au grand jour que nous préparons la chute du gaullisme. □

☐ Querelles de famille

(suite de la page 1)

d'autre ; on avait déjà entendu Ortolu admonester les députés U.D.R. : « mais, prenez donc ma place, ne vous gênez pas ». Pendant la crise monétaire, certains cabinets ministériels offraient le même aspect d'effolement et de déroute que vers le 25 mai ; ce n'est pas peu dire ; et le score de M. Barberot à l'élection partielle des Hauts-de-Seine montre déjà la retombée de la vague miraculeuse du 28 juin.

Lorsque des citoyens sont liés à une formation politique pour des raisons profondes — même si elles ne sont pas réfléchies — de l'idéologie ou de la tradition, il faut des années ou des événements très exceptionnels pour qu'ils remettent en cause leurs choix ; lorsqu'au contraire c'est l'intérêt personnel ou le besoin d'être rassuré qui provoquent l'adhésion, alors, le premier signe d'inefficacité provoque le reflux qui s'accélère à chaque manifestation du déclin.

Des ambitions gaullistes, il ne reste rien aujourd'hui. La prétention de rassembler tous les Français se traduit par une mise à nu des affrontements de classes à un point rarement atteint

dans notre histoire. L'ambition d'assurer l'indépendance française grâce à la force atomique et aux réserves d'or est ruinée par la fuite des capitaux et le déclin relatif de notre puissance industrielle ; de Gaulle avait misé sur la bombe et sur l'or, les Allemands sur la puissance industrielle, c'est lui qui a perdu et eux qui ont gagné, pour le moment.

Le projet d'une Europe réunifiée, force politique et économique entre les deux grands blocs américain et russe est démolé par l'entrée des chars soviétiques à Prague, c'est-à-dire par le refus des dirigeants soviétiques et par la spéculation, c'est-à-dire par le refus du capitalisme français. Il ne reste qu'à attendre Nixon pour traiter avec lui en laissant les pointes au vestiaire.

On verra un jour, que le gaullisme était avant tout une bureaucratie fondée sur une équipe restreinte et qui ne laissera rien derrière elle. Rien, sinon la droite éternelle, qui déjà relève la tête avec Giscard et la droite libérale avec Duhamel. Ces messieurs sont à l'affût et l'on n'en est plus aux raffinements. Duhamel cherche à vendre très cher

son petit matériel de réparation ; quant à Giscard, il cherche à unifier les forces conservatrices. Et il n'y va pas par quatre chemins ; dans la démagogie, Poujade (le vrai, celui de Saint-Céré) n'avait jamais osé aller aussi loin.

Mais au fait, n'est-il pas en train de se manifester pour prendre rang parmi les successeurs ? C'est un danger pour le chef des Indépendants et il doit le battre sur son propre terrain ; alors, écoutez bien : il propose dans son « fameux » plan en 7 points de supprimer le déficit budgétaire en laissant les dépenses croître comme la production (il n'y a pas si longtemps, il disait que cette croissance devait être de 6 %) et sans prélever plus d'impôts puisque les recettes supplémentaires seraient affectées à la baisse des taux de la T.V.A. !

Mais laissons Giscard se débrouiller avec les chiffres et avec Poujade tout en faisant des clin d'œil aux distingués lecteurs de *L'Express* et rappelons que pour nous le gaullisme n'était pas un accident de l'histoire politique ; il était la seule formule possible pour organiser, malgré leurs divergences d'intérêts, les diverses couches moyennes et bourgeoises et arbitrer sans cesse entre les besoins du grand capitalisme industriel et les intérêts des groupes que son développement menace. Cette formule ne peut être remplacé dans les pays industriels avancés, si l'on récuse le socialisme, que par la social-démocratie, formule qui est l'arbitrage aussi difficile mais moins instable entre les intérêts capitalistes et les intérêts de très larges fractions de salariés à partir du moment où on leur a reconnu assez de droits pour que leurs organisations admettent les principales règles du jeu de la société capitaliste (Suède, Allemagne, Grande-Bretagne).

Or, le retour aux formules de droite classique se heurterait à l'évolution technique elle-même, sauf à admettre une stagnation explosive, et l'adoption de la formule social-démocrate supposait une conversion certaine des grandes forces de la gauche, conversion que l'accord F.G.D.S.-P.C.F. esquissait avant mai 68, mais qui maintenant — comme le der-

nier manifeste du P.C.F. semble en faire foi — paraît remise en cause.

A nos yeux, il n'y a donc de solution possible que dans la voie française et européenne vers le socialisme respectant la pluralité des expressions politiques et reposant sur la prise des pouvoirs étatiques, économiques, régionaux et de base (commune et entreprise). Les forces socialistes sont importantes, encore faut-il qu'elles aient le courage (?) de se donner des directions politiques.

L'ampleur de la crise est telle qu'elle suscitera sans doute une réaction de défense de tous les groupes conservateurs de la société française ; le pouvoir actuel peut par conséquent espérer un répit et paraître en meilleure posture dans quelques mois, mais ce ne peut être qu'un sursis, un peu plus tôt un peu plus tard sa dégénérescence secrètera les conditions de nouvelles crises ; d'ici là, les forces du mouvement socialiste auront dû affermir leur projet socialiste et renforcer leur direction politique commune. □

Une journée de travail

Les mandats et les chèques parviennent à la trésorerie nationale souvent accompagnés de mots encourageants. Nous remercions ici les souscripteurs qui ont bien voulu répondre à nos premiers appels. Dans les semaines à venir, nous publierons le premier bilan de la souscription et nous vous en entretiendrons régulièrement.

Mais, disons-le nettement, le Parti dans son ensemble est loin d'avoir répondu comme il convient à une campagne aussi urgente qu'importante.

Avant le congrès national, un nombre considérable de manifestations du Parti ont été organisées... Journées régionales, rencontre na-

tionale entreprises, campagne de meetings, etc. Toutes ces manifestations exigent des investissements financiers importants. Elles coûtent très cher au Parti.

Le tirage de *Tribune* augmente, mais il est loin de répondre aux possibilités. Une nouvelle formule, qui, nous le souhaitons, répondra mieux à vos préoccupations et besoins, doit paraître en janvier. Sa réalisation ne sera pas possible, si vous ne nous en donnez pas les moyens.

Souscrivez et faites souscrire, une journée de travail. Sans tarder. Nous comptons sur vous.

Le Bureau National
C.C.P. Paris 14 020-44

**ALAIN
TOURAINÉ**

**LE
MOUVEMENT
DE MAI
OU LE
COMMUNISME
UTOPIQUE**

La première analyse
sociologique

Collection "l'Histoire Immédiate"
dirigée par J. Lacouture, 21 F

SEUIL

□ Les coopératives ouvrières

La gestion des entreprises par les travailleurs, utopie ou réalité ? Telle était la question posée au XXII^e Congrès des *Coopératives ouvrières de production* qui s'est tenu à Paris récemment et dont les débats ont revêtu un intérêt tout particulier.

A l'heure où renaissent dans certains secteurs du monde du travail les aspirations gestionnaires, au-delà des seules revendications matérielles, et où Mai a vu poser le problème du pouvoir dans l'entreprise, la coopération ouvrière apporte, par son témoignage et son expérience, une pierre très utile au débat sur l'auto-gestion. Le Congrès s'est ordonné autour de trois grands thèmes : le renforcement des S.C.O.P. comme entreprises, le renforcement des S.C.O.P. comme groupes humains, la situation et le rôle des S.C.O.P. dans la société.

En France, le développement des coopératives ouvrières de production s'est fait par poussées successives (1848 - 1936 - 1945-46). Actuellement le mouvement compte 500 entreprises regroupant 30 000 travailleurs, surtout dans le secteur des petites et moyennes entreprises, en raison de la nature des branches où elles travaillent (bâtiment et travaux publics, imprimerie, petite métallurgie, électricité, verrerie). Si certaines sont de grandes réussites et si au cours des dernières années leur indice de production croît plus vite que l'indice national, elles ont à faire face à l'environnement capitaliste, et la conjoncture actuelle ne les favorise pas. C'est donc un combat pour la productivité et la rentabilité, par les regroupements inter-coopératives (qui sont effectifs dans le domaine de l'électricité par exemple), par l'accès à une haute technicité et à des moyens de financement massifs qui s'est engagé. Le rapprochement avec les autres formes de la coopération (de consommation, agricole, etc.), le développement du crédit coopératif devraient leur permettre de maintenir et étendre leur positions économiques, l'expansion étant pour elles une nécessité vitale, d'autant plus que depuis Mai-Juin plusieurs dizaines de demandes d'information et d'adhésion se sont faits jour.

Entreprises confrontées à la gestion quotidienne, les coopératives sont aussi un mouvement social. Les coopérateurs ont là aussi fait l'analyse de leurs succès et de leurs faiblesses. Le secrétaire général de la confédération, A. Antoni a particulièrement insisté sur la nécessité vitale de développer le sociétariat. En effet certaines coopératives anciennes et prospères ont tendance à retrouver un caractère d'entreprises capitalistes. Quand elles emploient de nombreux auxiliaires notamment, les coopérateurs les plus riches, forment alors une minorité qui détient le ca-

pital de l'entreprise. Le second risque est l'égoïsme d'entreprise, le repli sur des îlots privilégiés qui se coupent ainsi du reste de la classe ouvrière. Aussi les congressistes ont exprimé leur volonté d'être des animateurs, tout autant que des gestionnaires, et de développer au sein de leurs entreprises l'esprit coopératif, par une éducation économique et sociale poussée pour une gestion industrielle démocratique.

Les coopératives sont sorties comme les partis socialistes et les syndicats de la nébuleuse initiale du mouvement ouvrier et ont suivi une trajectoire autonome. Elles allient en leur sein deux thèmes : « un thème révolutionnaire : être des pierres d'attente d'une autre construction sociale substituant à la société capitaliste la gestion ouvrière et la libre fédération des entreprises autogérées, et un thème réformiste d'amélioration matérielle et morale immédiate de la condition des travailleurs par la coopération, de démonstration de la capacité économique du prolétariat et d'école pour les tâches futures de celui-ci. » C'est la volonté de retrouver la tradition d'action militante, tout en s'attaquant aussi aux problèmes économiques cruciaux qui a donc marqué ce congrès : ouvrir les coopératives, qui doivent vaincre un réflexe de discrétion hérité du passé, vers l'extérieur, les jeunes, les organisations syndicales, l'opinion en général.

Les S.C.O.P., de même que les « communautés de travail » beaucoup plus restreintes en nombre, ne peuvent laisser indifférents les socialistes. Bien que limitées au secteur des P.M.E. et ne touchant pas encore la grande industrie, et les secteurs de pointe, elles constituent des expériences très poussées de démocratie économique d'entreprises véritablement autogérées. L'expérience concrète des coopératives ouvrières en système capitaliste, comme celle des conseils ouvriers yougaslaves en système socialiste, retrouvent dans le contexte idéologique nouveau-né en Mai une grande actualité. La construction d'une économie socialiste moderne passe par la synthèse de deux objectifs, il s'agit de concilier l'efficacité économique et la primauté de l'intérêt général par la socialisation avec l'attribution aux travailleurs de droits et de responsabilités qui visent à la disparition du salariat.

François VARJEN

□ Renault, premier coup de semonce

« **E**chelle mobile », « libertés syndicales », « cadences infernales »... Quelle qu'ait été la volonté des dirigeants de la C.G.T., les slogans criés l'autre jeudi dans les rues de Boulogne par les grévistes de Renault, dépassaient les



limites de la pure revendication apolitique.

Certes, la grève de cinq heures n'a été que partiellement suivie. En partie sans doute parce qu'elle résultait d'un médiocre compromis entre les « durs », partisans d'une grève de 24 heures, et les cégétistes à qui trois heures semblaient bien suffisant.

Il n'en reste pas moins que, l'espace d'une matinée, l'île Seguin et la commune de Boulogne-Billancourt ont revécu, sur le mode mineur, la fièvre de mai. Il y eut d'abord le meeting des dirigeants syndicaux, où les cégétistes connurent une fois encore la contestation mêlée aux applaudissements.

Comme en mai, les quelques 200 étudiants venus soutenir les grévistes, attendaient à la porte. Lorsqu'à 11 heures le défilé sortit, le S.O. de la C.G.T. tenta comme à l'accoutumée d'empêcher la jonction. Vainement. Et quelques « ouvriers, étudiants, un même combat » se mêlèrent aux slogans des travailleurs de chez Renault. Dans la foule, les E.S.U. vendaient « Tribune Socialiste » et distribuaient des tracts pour le meeting à la Mutualité.

Vers 1 heure, ordre de dispersion fut donné par la C.G.T. qui invita les jeunes travailleurs à tenir un nouveau meeting dans l'île Seguin pour définir leurs revendications spécifiques. Mais nombre d'entre eux préférèrent continuer le dialogue avec les étudiants devant la porte de la Régie.

Pour le gouvernement, c'est un premier coup de semonce qui pourrait bien s'amplifier en une nouvelle grève, de 24 heures cette fois, si le régime s'obstine à vouloir faire payer sa faillite aux travailleurs. □

□ P. C. F. : une autocritique voilée

Le rapport de Waldeck Rochet au Comité central du Parti communiste, qui vient de se tenir à Champigny, ainsi que le long document qui a été établi à cette occasion, méritent un examen attentif.

Manuel Bridier ici-même, reviendra sur le contenu de la déclaration du P.C.F., qui par bien des aspects, et contrairement à ce qui a pu être dit ici et là, présente quelques changements.

Non tellement sur le fond que dans l'appréciation du rapport des forces, et dans la manière dont sont formulées les critiques à l'égard des forces qui furent à la pointe du mouvement de mai. Les réactions déjà signalées des jeunes syndicalistes, du mouvement étudiant, et des intellectuels, ont incontestablement pesé sur la direction du P.C.F.

Pas au point de la faire revenir sur ses analyses essentielles, mais assez pour l'amener à mettre l'accent sur les perspectives du socialisme, et la nécessaire recherche des voies spécifiques du passage au socialisme en France.

On peut par ailleurs s'étonner qu'un document de cette importance ait été rédigé par le seul Comité Central. Ce qui signifie que le Congrès qui statutairement devait se tenir au printemps de l'année prochaine, est reculé.

Sans doute l'équipe Waldeck a préféré redresser la barre avant que toute discussion s'ouvre. Indice parmi beaucoup d'autres, que le malaise au P.C. est une réalité.

Rémy GRILLAULT

Lettre d'Italie

Une situation pré-révolutionnaire

Bruno Crimi

Rome. — Décembre 1968

Cela devait arriver et c'est arrivé. L'assassinat par la police de deux ouvriers agricoles à Avola est le résultat d'une longue suite de violences et d'une idéologie de l'intransigeance, d'une conception selon laquelle l'ouvrier ou le paysan qui font grève contre l'exploitation patronale ou l'étudiant pour une université libérée et qui ne produise pas des automates au service du capital, sont des dangers pour la société du profit. Et si la matraque ne suffit pas pour les faire tenir tranquilles, on peut se servir d'armes à feu. C'est ce qui est arrivé à Avola dans la province de Syracuse, dans une des zones du « Sud profond » qui ont été traitées systématiquement comme des colonies par les gouvernements qui se sont succédé depuis l'unité italienne jusqu'à aujourd'hui. Là-bas l'ouvrier et le travailleur agricole peuvent être payés moins qu'à Milan ou Turin. Là bas la violence, au même titre que le sous-développement maintenu par la classe dominante, ont toujours été les instruments d'une exploitation bestiale qui a creusé un fossé toujours plus profond entre les structures du pouvoir et la réalité sociale.

La « technique » du massacre d'Avola (outre les deux morts, il y a eu cinquante blessés dont cinq très gravement) peut être considérée comme classique. Les ouvriers agricoles étaient en grève depuis dix jours pour des revendications qualitatives et salariales. Face à l'intransigeance des propriétaires fonciers qui affirmaient n'avoir à consentir aucune concession, les travailleurs avaient fait quelques barrages sur les routes provinciales qui vont d'Avola à Syracuse : façon comme une autre d'attirer l'attention de l'opinion pu-

blique sur leurs problèmes. Selon la procédure habituelle le préfet et la questure envoient la police pour démanteler à tout prix les barricades ; il y a opposition des ouvriers, lancement de grenades lacrymogènes par les policiers, riposte des travailleurs avec des pierres, puis ordre de tirer. « Ça a été un enfer — ont dit les paysans. Cachés derrière leurs jeeps ils ont tiré sur nous au fusil et au pistolet avec l'intention de tuer pendant une demi-heure. »

La nouvelle est arrivée à Rome. Pour la première fois en présence d'épisodes de ce genre, ont été exprimés des regrets officiels. Le ministre de l'Intérieur a suspendu le questeur de Syracuse, le président du conseil a exprimé sa réprobation, le président de la République, enfin a envoyé un télégramme de condoléances aux parents des victimes. Chose étrange, en vérité.

Mais qu'y a-t-il derrière ? La réponse est très simple. La situation de tension en Italie est arrivée à son point de rupture. Et pour les hommes de l'ordre établi, il était nécessaire et opportun de ne pas pousser jusqu'à la rupture ; ce qui serait arrivé sans aucun doute si d'une manière ou d'une autre ils avaient appuyé ou même n'avaient pas condamné le comportement de la police à Avola. Evidemment, l'épisode survenu dans la province de Syracuse a été présenté comme un fait isolé (d'où la suspension du questeur) dans un contexte — de l'avis du pouvoir — essentiellement sain dans lequel la protestation est libre de se manifester comme on peut s'en rendre compte par les innombrables manifestations étudiantes et ouvrières qui ont secoué l'Italie ces mois-ci.

Pourtant il y a aussi autre chose. Les faits d'Avola se sont déroulés pendant une crise gouvernementale et pendant qu'étaient en cours des négociations pour la formation d'un nouveau gouvernement de centre-gauche. Ceci a naturellement été utilisé pour affirmer une fois de plus que la vacance du pouvoir pouvait mener à des aventures extrêmement périlleuses. Les social-démocrates (avec Nenni à leur tête) ont fait comprendre que s'ils avaient été au gouvernement les faits d'Avola n'auraient pas eu lieu. Un moyen comme un autre pour accélérer les négociations et pour hâter dans « la chambre où se trouvent les leviers de commande ». Un moyen comme un autre en somme de justifier devant



Le point de rupture

l'opinion publique un choix qui de toute façon était déjà fait. On parle maintenant de « centre-gauche organique » au contenu plus avancé, mais il s'agit de l'habituelle politique centriste sous la couverture de l'aile réformiste du socialisme. Il semble presque incroyable que les social-démocrates de Nenni fassent ainsi l'un après l'autre les pas vers l'intégration capitaliste qu'avait prévus Rosa Luxembourg il y a plus de cin-

quante ans dans son analyse de la social-démocratie allemande.

Mais en dehors des allées et venues dans l'« Establishment », il existe une situation de tension que la formation du gouvernement n'arrivera pas à résorber. C'est seulement de façon velléitaire que le centre-gauche pense pouvoir restaurer l'ordre, alors que le désordre est dans les institutions elles-mêmes, dans un système qui entend imposer aux masses sa vision des problèmes.

En l'espace de trois semaines seulement il y a eu trois grèves générales ; deux dans toute l'Italie et une dans le Latium. Et des grèves parfaitement réussies qui ont paralysé la vie économique. Le mouvement étudiant, après une période d'incertitude (due aux événements de France) et après avoir repensé non seulement les moyens mais aussi les objectifs, a repris l'initiative. A Rome, la majeure partie des facultés est occupée, de même à Turin, Trente, Pérouse, Pise, Florence, Milan, etc. A leur tour, les lycéens ont lancé une offensive aussi inattendue qu'exemplaire sur le plan de l'organisation ou des objectifs. Le « non à l'école de classe » qui l'année dernière était formulé par une avant-garde très politisée et idéologiquement armée est repris aujourd'hui à tous les niveaux de l'enseignement secondaire et supérieur. Et il est devenu clair que les mini-réformes mises en avant par les différentes formes du centre-gauche n'ont servi qu'à attiser le conflit.

Toutefois, la contestation étudiante ou ouvrière reste — pour utiliser un vocabulaire trop utilisé — essentiellement spontanée. Comme en France les centrales syndicales sentent le sol se dérober sous leurs pas. C'est pourquoi elles organisent selon un rythme autrefois impensable, l'une après l'autre une série de grèves dans l'espoir moins de mobiliser (on vit dans un climat de mobilisation permanente) que de centraliser et de diriger la protestation. Aussi les grèves, même lorsqu'elles réussissent de façon totale, n'ont pas un contenu avancé, mais réformiste. Quant aux objectifs à long terme, il règne une grande confusion.

Les centrales syndicales et derrière elles les partis cherchent à contrôler la situation. Les groupes d'action et le mouvement réel échappent à ce contrôle, et utilisent les organisations traditionnelles tout au plus pour élargir la participation populaire à leur combat. Ce n'est pas un hasard si les journaux italiens et étrangers (parmi ceux-ci *Le Monde* et le *Times*) avec une insistance toujours plus grande d'une situation toujours plus semblable à celle de la France avant mai. Il faut dire cependant qu'il n'y a pas que les partis et les syndicats d'une part, les ouvriers et les étudiants d'autre part qui ont appris la leçon de mai. L'épisode d'Avola montre clairement que les patrons l'ont apprise aussi. □

BULLETIN D'ADHESION AU P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U. :

81, RUE MADEMOISELLE, PARIS.15^e

Syndicats

Un certain flottement

Michel Johan

Les récentes attitudes et prises de position de la C.G.T. ont été généralement interprétées comme un durcissement. Nous avons déjà eu l'occasion de mettre l'accent sur cette tendance (cf. « T.S. » n° 388 du 14 novembre 1968) à l'issue de la dernière réunion du Comité confédéral national. Il semble bien, en effet, qu'au travers des résultats des élections professionnelles (peu prometteuses pour la C.G.T.) et des réactions de la base, la direction confédérale comprend la nécessité de reprendre l'initiative et d'affermir ses positions devant les travailleurs, au moment même où le gouvernement sollicite sa bienveillante neutralité en cette période difficile pour lui. On comprend moins alors pourquoi les dirigeants cégétistes se défendent d'un durcissement. Cette orientation s'est concrétisée ces derniers jours par trois initiatives : une déclaration hostile et ferme à l'égard du plan d'austérité, une grève dans les usines Renault et une rencontre avec les étudiants.

« Normaliser » les rapports avec l'U.N.E.F.

En ce qui concerne le plan d'austérité gouvernemental, la C.G.T. n'entend absolument pas laisser supporter aux travailleurs les conséquences d'une crise provoquée par les spéculateurs capitalistes et les erreurs du gouvernement ; elle refuse donc de s'associer à la nouvelle politique gouvernementale et exige le respect des dispositions du constat de Grenelle. La grève chez Renault a été à la fois un avertissement et un test ; avertissement ayant pour but de montrer au patronat et au gouvernement que leur liberté de manœuvre est étroite et qu'ils doivent toujours compter avec la classe ouvrière ; test pour mesurer la combativité ouvrière après les mouvements de mai-juin et avant les conflits attendus des premiers mois de 69. Mais les dirigeants cégétistes se sont empressés de dire que cette grève des travailleurs de Renault ne saurait être le début d'un nouveau « mai ».

La rencontre des Bureaux de la C.G.T. et de l'U.N.E.F. a évidemment constitué l'aspect le plus spectaculaire de la semaine ; ce volet de la liaison étudiants-travailleurs qui a tant fait couler d'encre, mérite qu'on y attache quelque importance ; il s'agissait en effet de la première rencontre de ce genre depuis la rupture brutale de juin. La direction de la C.G.T. a accepté d'emblée la proposition de rencontre de l'U.N.E.F., car l'attitude à l'égard des étudiants avait généralement été un des as-

pects les moins compris par la base cégétiste dans les positions des dirigeants. Déjà, au cours de la Conférence de la jeunesse travailleuse, Georges Séguy avait consacré un assez long passage de son intervention aux rapports ouvriers-étudiants, en effectuant une analyse des contradictions à l'Université, à laquelle les militants du mouvement étudiant auraient trouvé peu de choses à redire. Il avait en outre apprécié « l'évolution remarquable qui ne cesse de rapprocher les étudiants de la classe ouvrière » et rendu hommage « au ralliement progressif des étudiants aux idées de la lutte des classes ». Cette rencontre offrait donc aux dirigeants cégétistes l'occasion de se réhabiliter sur ce problème et d'amorcer une « normalisation » des rapports entre les deux organisations. Bien sûr, personne ne s'attendait à une « grande réconciliation », tant les points de vue demeurent divergents, mais le seul fait que l'entrevue ait eu lieu est, en soi, positif. Chacun a pu exposer son point de vue sur la situation présente et la manière de mener les luttes futures ; on s'est promis de se revoir après le Congrès de l'U.N.E.F., tout en ne prenant pas d'engagements précis pour l'avenir. On peut toutefois regretter que les dirigeants de la C.G.T. aient cru devoir une nouvelle fois chercher à influencer les choix du mouvement étudiant en exposant leur conception de l'organisation et des lignes d'action de l'U.N.E.F., ce qui est une manière indirecte d'intervenir dans les affaires intérieures de l'organisation étudiante. Nous sommes obligés de relever ce fait comme étant contradictoire avec l'affirmation maintes fois répétée par la C.G.T. en mai-juin du « chacun est maître et responsable chez soi ». Les dirigeants étudiants ont donc dû s'efforcer de montrer à leurs interlocuteurs cégétistes que l'U.N.E.F. ne pouvait être un « syndicat » au sens dans lequel on l'entend habituellement en milieu ouvrier.

La C.F.D.T. a également rencontré l'U.N.E.F. ; là, il n'y avait pas, en principe, de problème de contentieux et les deux organisations ont pu réaffirmer leur volonté de coopérer, en particulier dans le cadre des Universités populaires et dans les actions à mener contre la répression ; la C.F.D.T., tout en souhaitant la plus large représentativité de l'U.N.E.F., n'entend pas donner d'avis sur les structures de l'organisation étudiante, considérant que celle-ci est seule apte à pouvoir les déterminer. Les problèmes d'unité d'action sont donc encore considérablement ardu, d'autant plus que la C.F.D.T. est toujours



Collombert

particulièrement réticente à la réalisation du « front syndical commun » que la C.G.T. appelle de ses vœux ; les militants de la C.F.D.T. en comprennent la nécessité, mais ils ne veulent pas qu'il s'effectue sur les seules bases revendicatives de la C.G.T., qu'ils estiment hétérogènes et souvent peu adéquates à la situation présente. Ce front a pu néanmoins être réalisé chez Renault et dans la Loire-Atlantique. Chez Renault où le test de la combativité a été satisfaisant ; sans atteindre la mobilisation exceptionnelle de mai-juin, celle-ci fut supérieure aux actions menées les années précédentes. Si Renault est vraiment l'entreprise-pilote de la classe ouvrière française, on peut en conclure que les luttes prochaines qui se dérouleront après la trêve des fêtes de fin d'année, s'annoncent sous de bons auspices pour les travailleurs. Le gouvernement a tout lieu d'être inquiet, car désormais la moindre erreur de sa part pourrait bien signifier sa chute et l'accélération de la fin du règne gaulliste.

Pendant que les travailleurs de Renault cessaient le travail, les députés discutaient du projet de loi sur l'exercice du droit syndical dans l'entreprise. Il ne fait guère de doute que cette grève est arrivée à point nommé pour éviter au projet de loi d'être amputé de ses aspects les plus favorables aux organisations syndicales. Pourtant les représentants les plus réactionnaires de la majorité, défendant les intérêts du patronat, des petites et moyennes entreprises, n'ont pas ménagé leurs efforts pour vider le projet de loi de tout son contenu. Ils n'ont pu y parvenir car, d'une part on ne peut revenir complètement sur les situations acquises

en ce domaine par la classe ouvrière depuis mai et d'autre part parce que les visées « participationnistes » du gouvernement ne pouvaient s'accommoder d'une trop grande dénaturation du projet. Finalement, cette loi est à double tranchant : elle peut permettre aux militants syndicaux de renforcer leurs positions et de faciliter leur action pour la conquête de nouveaux droits ; mais, dans l'esprit du gouvernement, il s'agit, comme n'a cessé de le répéter Schumann, d'un moyen d'« intégrer » le mouvement syndical, qui trouvera sa pleine expression dans les projets sur la participation. Tout dépendra en fin de compte du rapport de force sur le terrain de l'entreprise, de la capacité de résistance des syndicalistes aux tentatives d'intégration et de l'utilisation qu'ils sauront faire de ces nouveaux droits.

En cette période de crise larvée, où chacun sent plus ou moins confusément que d'importants combats sociaux se préparent pour les prochains mois, tous les grands moyens d'information (et les postes périphériques les premiers) s'efforcent de rassurer l'opinion publique à tout prix : on interprète abusivement les chiffres du chômage comme une tendance de retour au plein emploi (alors qu'il y a toujours un demi-million de chômeurs) ; on minimise systématiquement l'importance des conflits sociaux ; on passe sous silence tout ce qui constitue la trame de l'actualité sociale (licenciements, fermetures d'usines, difficultés économiques régionales et locales). Plus que jamais, il importe que ces informations soient connues de l'ensemble des couches populaires, pour qu'elles aient une connaissance exacte des réalités et de leurs possibilités d'action. □

Université

Echec à la réforme

Jacqueline Giraud

Ce devait être un test pour le gouvernement, et ce le fut, en effet ! Les étudiants de la faculté des Sciences de Paris ont donné leur réponse à la participation dans l'Université : en s'abstenant de voter à 90 %.

En juin pourtant, ils avaient été plus de 6.000 à élire leurs représentants. Mais, à l'époque, l'U.N.E.F. soutenait les candidats issus du comité de grève, qui avaient recueilli les 2/3 des voix. Le mois dernier, les 34 élus démissionnaient, après avoir fait la démonstration que la commission paritaire ne leur laissait d'autre pouvoir que de « choisir à quelle sauce ils seraient mangés ». La semaine dernière, donc, nouvelles élections. Seules l'U.E.C. et l'Association corporative (tendance « majoritaire » de l'U.N.E.F.) présentent une liste. Les premiers obtiennent 647 voix, les seconds 1.033. Dans une faculté qui compte plus de 12.000 étudiants ! Nous voilà loin du quorum de 60 % de votants requis par la loi d'orientation ! Sans doute tous les abstentionnistes ne sont pas sur les positions de l'U.N.E.F. Mais si on compare ces résultats à ceux du mois de juin, il est clair que c'est le mot d'ordre d'abstention donné ici par l'U.N.E.F. qui est responsable de cette infime participation.

A Paris-Droit, les étudiants, issus du comité de grève, qui détenaient 55 % des sièges étudiants à la commission paritaire, ont également démissionné. Ils ont dressé « le bilan positif » de 6 mois de cogestion : il n'y a pas de libertés politiques et syndicales, la cogestion n'a plus pour but que de servir de caution aux professeurs et de leur permettre d'aménager en leur faveur la loi Faure ». On attend avec intérêt les nouvelles élections !

Ainsi, chaque semaine, la preuve est apportée, concrètement, que, maître dans l'art des formules, M. Edgar Faure n'a rien changé à la réalité quotidienne de l'Université. Certes il a opposé « l'orientation » à la « sélection », mais son cycle d'orientation pluridisciplinaire n'est autre, en définitive que la première année du cycle Fouchet. Avec des mots nouveaux, il s'agit de faire passer des projets anciens qui ne répondent en rien aux aspirations de mai.

Morceler pour mieux régner

Et même ces projets anciens, le Ministère est incapable de les mettre en œuvre. Certes il s'est révélé admirable entrepreneur de travaux publics : à Vincennes et ailleurs, les

locaux ont jailli de terre à une vitesse éblouissante. Mais la politique du Ministère s'arrête là. Parce qu'il n'a pas de politique, autre que celle du « laisser faire » : que, dans chaque faculté, l'administration et les enseignants se débrouillent avec leurs étudiants. Or, trop souvent, le corps administratif et le corps enseignant sont peu enclins aux transformations. D'autant que la moindre réforme des méthodes d'enseignement impliquerait que l'on crée de nouveaux postes. Ce qui est contraire à la politique générale d'austérité ! A Nantes, où les étudiants de première année se sont mis en grève, il existe 100 enseignants pour 4.300 étudiants. Ce qui ne permet de donner que 8 heures d'enseignement par semaine pour chaque section ! M. Edgar Faure est incapable d'organiser sa rentrée. En même temps, c'est d'ailleurs sa seule victoire, dans cette vaste pagaille. Partout les étudiants sont concentrés sur leurs petits problèmes locaux, ce qui rend difficile la coordination du mouvement étudiant.

Mais ce répit n'aura qu'un temps. Pour unifier le mouvement, l'U.N.E.F. a entrepris, dès cette semaine, une campagne nationale sur « le rôle de l'Université dans le développement du capitalisme » et « contre la mainmise du patronat sur la formation et la recherche ». Meetings, colloques, « manifestations exemplaires » se succéderont sur ce thème dans toutes les villes universitaires jusqu'au prochain Congrès de l'U.N.E.F. qui se tiendra à Marseille du 20 au 22 décembre.

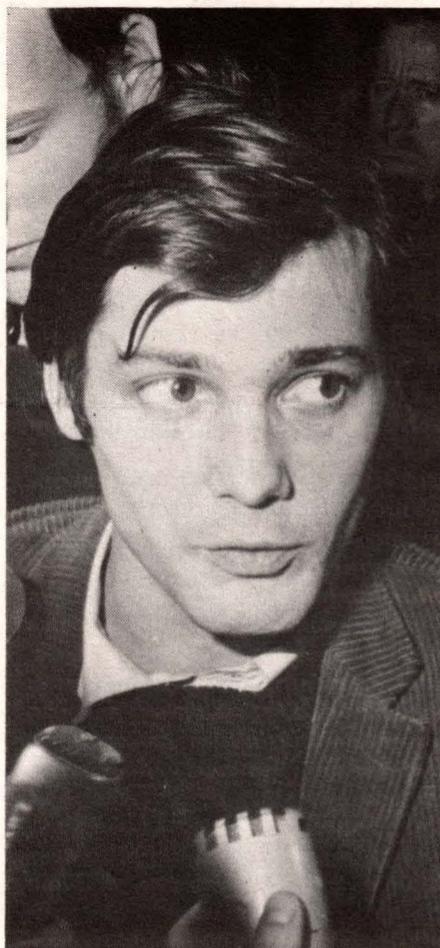
Sur les points essentiels, d'ailleurs, le mouvement étudiant demeure uni. Réunis à Antony le 1^{er} décembre, les présidents d'A.G. et les représentants de comités d'action sont tombés d'accord (à l'exception des rares U.E.C. !) sur l'analyse de la loi d'orientation faite par le bureau national de l'U.N.E.F. et sur sa politique vis-à-vis de la participation.

Trois grandes questions

Il n'en reste pas moins qu'au Congrès de Marseille, le mouvement devra définir ses modalités d'action, ses objectifs transitoires dans le contexte politique actuel, et par conséquent les structures qui en découlent.

Trois grandes questions seront posées aux congressistes.

1° Qu'est-ce qui fonde la place du mouvement étudiant aux côtés du mouvement ouvrier ? Dans ce contexte, les contacts pris récemment avec la C.G.T. et la C.F.D.T. dépassent le cadre des simples relations



Agip

intersyndicales. Même sans assimiler l'ensemble des travailleurs à ces organisations, leur représentativité est incontestable. Il s'agit donc de définir avec elles sur quels points les étudiants peuvent agir en commun avec les travailleurs. La position prise par l'U.N.E.F. au sujet de la grève chez Renault est dans la logique de cette recherche. Compte tenu de la faiblesse actuelle de la mobilisation dans les facultés parisiennes, il ne s'agissait pas d'imposer aux travailleurs la présence de quelques étudiants dont ne voulaient ni F.O., ni la C.F.D.T., ni la C.G.T. Il était plus important d'entreprendre, dans l'Université même, un travail d'explication sur la signification de cette grève. Il ne peut y avoir de solidarité étudiants-travailleurs si les uns et les autres ne définissent préalablement ensemble quelles actions ils entendent, les uns et les autres, mener ensemble.

La réponse à cette première question suppose une réflexion préalable sur le statut de l'étudiant et sur celui des classes moyennes.

2° Quel est le cadre d'intervention du mouvement étudiant ? Là, deux options s'affronteront.

Pour certains groupuscules, le mouvement étudiant doit profiter de l'Université pour créer une base révolutionnaire. Mais son terrain d'intervention sera essentiellement extra-universitaire.

Pour les dirigeants actuels de l'U.N.E.F., l'Université, qui remplit dans le système les fonctions essentielles de formation et de recherche, est en soi un enjeu de lutte. Ce doit être le terrain prioritaire, resitué dans le contexte général, avec une

possibilité d'étendre les luttes à l'extérieur.

La première tendance vise à transformer l'U.N.E.F. en un front de groupuscules, une avant-garde minoritaire menacée d'isolement dans l'Université même. Tandis que le bureau national de l'U.N.E.F. se préoccupe d'abord d'ouvrir l'U.N.E.F. aux militants non « encartés » issus du mouvement de mai, pour donner naissance à un véritable mouvement de masse. Il est d'ailleurs curieux de voir que la première tendance rêve du modèle S.D.S. au moment où, précisément, le S.D.S., comme d'ailleurs les étudiants italiens, fait son autocritique et se pose des problèmes d'organisation dans les mêmes termes que le bureau national de l'U.N.E.F.

Une troisième tendance, enfin, sera faiblement défendue par les quelques délégués communistes, curieusement alliés, pour la circonstance, aux trotskystes de l'ex-F.E.R. : le maintien de l'U.N.E.F. comme « pur » syndicat revendicatif.

Ainsi, face aux « purs » contestataires et aux « purs » corporatistes, le B.N. de l'U.N.E.F. devra défendre sa conception d'un « mouvement de masse revendicatif et contestataire », tel que l'a défini le projet de charte élaboré en juillet à Grenoble. La seule formule qui échappe au double piège de l'isolement ou de l'enlèvement dans une action purement corporatiste.

3° En fonction de la réponse apportée à la dernière question, l'U.N.E.F. devra définir les nouvelles structures qui lui permettront d'être l'instrument du combat qu'elle aura choisi de mener.

Quelles que soient les décisions du congrès, l'U.N.E.F. rénovée n'aura que le temps de les mettre en œuvre. Car si le premier trimestre n'a été agité que de soubresauts épars, faute d'une véritable rentrée, lorsqu'au deuxième trimestre la masse des étudiants pourra faire enfin connaissance avec l'Université « réformée », le contact promet d'être explosif ! □

êtes-vous vraiment "ÉQUIPÉ STENCIL" ?

Inventé par David Gestetner à la fin du siècle dernier, le procédé stencil est encore aujourd'hui, le croirait-on, utilisé dans certaines entreprises avec les méthodes de cette époque (et presque avec le même matériel).

C'est tout à l'honneur du procédé, mais c'est dommage pour l'utilisateur. L'équipement stencil 1968 permet la reproduction « vite et bien » de n'importe quel document à 10... 100... 5000 exemplaires. Les stencils sont gravés automatiquement, en quelques minutes, sans intervention manuelle. Si vous en doutez, demandez à Gestetner sa documentation n° 539 sur le fameux tandem graveur-duplicateur. GESTETNER - 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY - Tél. 482.47.85.

Rencontre régionale à St-Étienne

Une rencontre régionale jeune aura lieu à Saint-Etienne le dimanche 15 décembre, de 9 h à 17 h 30, au siège du P.S.U., 3, rue Désiré-Claude.

L'objet de cette réunion est d'établir une prise de contact qui devrait donner à tous l'occasion de faire part des expériences tentées auprès de la jeunesse, de dresser un bilan de l'action poursuivie dans les différentes fédérations et nous permettre d'affirmer notre influence en milieu jeune.

Voici l'ordre du jour qui pourra éventuellement être modifié ou complété en début de réunion :

- 1° Les jeunes P.S.U. dans les entreprises.
- 2° Situation en milieu étudiant et lycéen.
- 3° Rapports avec les fédérations P.S.U.
 - a) existe-t-il des sections jeunes autonomes,
 - b) les jeunes sont-ils représentés dans les organismes départementaux et locaux du parti.
- 4° Rapports avec les autres formations jeunes.
- 5° Moyens de diffusion des problèmes jeunes :
 - Directives,
 - T.S.
 - Tracts et affiches.
- 6° Election du C.C.R.J.

Réunions du parti

● **Jeu**di 19 décembre, Mont Saint-Aignan (faculté des Sciences, amphithéâtre 500) avec Manuel Bridier.

● **Samedi** 14 et dimanche 15 - Colombes - week-end du C.E.I.C. : « La femme dans la cité ». Inscriptions : C.H.A. 68-15.

La vie des Fédérations

● **Haute-Marne**. — La Fédération de la Haute-Marne a organisé à la fin du mois dernier deux réunions publiques à Saint-Dizier et à Chaumont, avec Pierre Naville, du C.P.N. Un public nombreux est venu dans chaque ville entendre les positions du P.S.U. sur « le socialisme et la liberté », à propos des événements de Tchécoslovaquie. Les jeunes étaient nombreux, et les exposés furent suivis d'une discussion nourrie avec des partisans et des contradicteurs. La Fédération est en plein développement.

Stage de formation

Un stage de formation pour les responsables régionaux jeunes est prévu pendant les vacances de Noël. Il est ouvert à deux responsables par région.

Dates : 28, 29, 30, 31 décembre et 1^{er} janvier.

Lieu : aux environs de Grenoble (avec possibilité de faire du ski entre les séances de travail).

Programme :

- initiation aux problèmes économiques,
- fonctionnement de l'économie capitaliste,
- approfondissement du marxisme,
- pouvoir politique et classes sociales,
- action des C.C.R.J.

Pour tous renseignements et inscription : C.C.N.J., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.

PSU documentation

Bulletin bimensuel du Service Formation :

- titres parus : du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion,
- la région dans la perspective socialiste,
- à paraître : la crise du système monétaire des pays capitalistes.

Abonnement : les 20 numéros 15 francs à « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e.

NI TRIBUNE LIBRE NI CATECHISME REFLEXIONS POUR L'ACTION

Dans les prochains numéros de « T.S. » nous reviendrons sur les efforts de formation déjà réalisés au sein du parti : les acquis des stages nationaux 1968. Les expériences de province.

Vient de paraître

● « *Propositions Sécurité sociale* », supplément au « Courrier du P.S.U. » n° 3 (15 pages ronéotypées).

A commander 54, boulevard Garibaldi, 1,50 F l'exemplaire, 1 F à partir de 10 exemplaires.

● *Le Courrier des entreprises*, supplément au « Courrier du P.S.U. » n° 4. Contenant les débats des journées-entreprise. Prix 1 F.

Élections

● Les élections partielles dans la 11^e circonscription des Hauts-de-Seine, constitue un incontestable succès pour le Parti Communiste, dont le candidat Guy Ducoloné gagne un peu plus de 1.000 voix. L'U.D.R. essuie un échec cuisant, puisque son candidat Barberot, perd près de 6.000 voix, et recueille moins de voix qu'en mars 1967.

A gauche, nous enregistrons par rapport à juin 1968, un recul sérieux, puisque le P.S.U. passe de 3.240 voix à 1.290. Quant à la F.G.D.S., elle s'effondre, passant de 2.960 voix à 789.

Il faudra analyser de près ces résultats, qu'il ne faut sans doute pas extrapoler, compte tenu des conditions particulières d'une élection partielle, qui faisait suite à une scandaleuse invalidation du député communiste.

● Des élections municipales partielles se sont déroulées à Rouelbe, près du Havre. Notre camarade Jean Defrence, était en tête de la gauche au 1^{er} tour le 24 novembre avec 252 voix, soit 38,75 % des voix. Au deuxième tour, il n'était battu que de justesse, recueillant 304 voix, soit 45,3 % des voix.

Bons de soutien

Les billets suivants gagnent :

- 77.973 Renault R 4 L
- 18.961 Meuble combiné stéréo,
- 32.423 Réfrigérateur,
- 44.578 Magnétophone,
- 44.353 Electrophone,
- 90.151 Bateau pneumatique,
- 33.862 Cireuse,
- 04.969 Electrophone,
- 96.151 Aspirateur,
- 81.497 Poste transistor.

Les billets se terminant par les numéros suivants gagnent :

- 1.242 Rasoir électrique,
- 1.996 Réveil à piles,
- 4.833 Sac de couchage,
- 3.282 Matelas pneumatique,
- 8.236 Lit de camp,
- 5.765 Pèse-personne,
- 1.030 Sèche-cheveux,
- 9.379 Album de disques,
- 5.127 Robot-Marinette,
- 5.863 Chauffe-plat,
- 63 Disque 45 tours ou livre.

Pour que les lots soient envoyés faites parvenir les billets gagnants au plus tard le 15 janvier à « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris-15^e.

● Chaque jeudi

TRIBUNE SOCIALISTE

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire.
- contre l'impérialisme américain.
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire.
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc...

Des rubriques permanentes et aussi 3 pages d'Arts et Lettres

POUR LA VICTOIRE DU SOCIALISME

ABONNEZ-VOUS SOUTENEZ « T.S. »

- 6 mois 18 F
- 1 an 35 F
- Soutien à partir de 70 F

54, bd Garibaldi
Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58-26-65

Lettre ouverte

A mes amis maliens... en prison

Jean Rabart

J. Rabart a effectué un voyage en septembre au Mali, au cours duquel il a rencontré de nombreux responsables maliens. Il a essayé d'établir pour le compte du P.S.U. et du Cedetim des rapports plus étroits entre les organisations et l'Union Soudanaise R.D.A. Ces rapports sont pour l'instant sérieusement compromis...

Dans le fond de vos cachots ou de vos geôles, vous ne me lirez peut-être pas : j'espère seulement qu'un jour prochain vous puissiez le faire, mais je n'en suis pas sûr. Les hommes en uniforme qui vous y ont mis connaissent leur mission et Foccart et bien d'autres les aideront à la remplir.

De nos discussions récentes, il faut en effet tirer quelques enseignements car l'absence de mouvement populaire à votre départ doit être ressentie comme une gifle de l'histoire par vous qui faisiez le Mali de demain, économiquement viable, démocratique et populaire, anti-impérialiste.

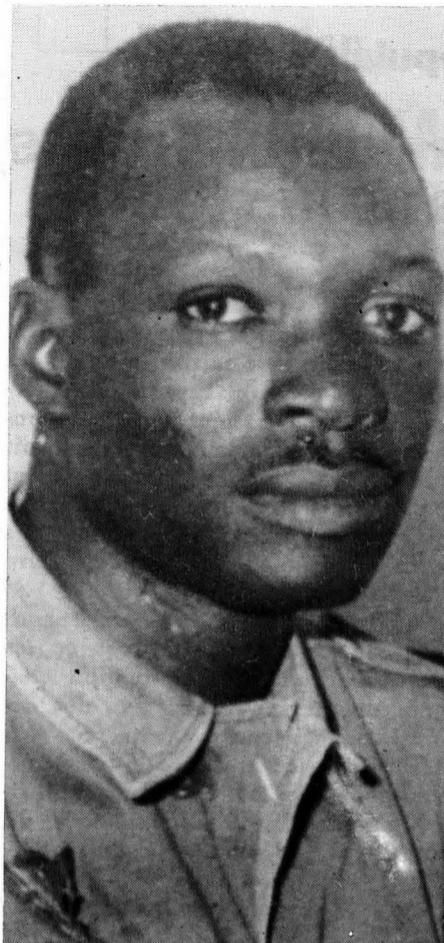
Anti-impérialiste tout d'abord, vous l'avez en effet proclamé sur toutes les tribunes de la scène internationale : à Pékin, à Moscou, à Hanoï ou à Alger et à La Havane. Mais était-ce suffisant ? par le journal du Parti, *l'Essor*, chaque Malien qui sait lire apprenait vos discours et il était fier. Mais qu'a-t-il appris des événements de mai, juin en France ? rien, sinon quelques extraits de *l'Humanité* ou de la *Pravda*. Mais qu'a-t-il compris des événements de Tchécoslovaquie ? rien sinon votre approbation inconditionnelle de l'intervention militaire des forces du Pacte de Varsovie. Démocratique et populaire ensuite, telle était votre volonté la plus chère, tout en sachant que les étapes pour parvenir à une réelle démocratie sont longues et que l'Etat et le parti ont une mission à remplir devant l'histoire. Mais l'indifférence de votre peuple vous aura appris qu'on ne sacrifie pas impunément la liberté d'aujourd'hui à la démocratie de demain.

Enfin, rendre économiquement viable votre pays, contre toutes les analyses des « experts » du tiers monde a été votre gageure : le Mali traditionnellement considéré comme l'arrière pays d'élevage devait s'industrialiser et se développer à 1.500 km de la mer par Dakar, à 2.000 d'Abidjan. Les Chinois, les Russes devaient vous y aider : ils l'ont fait et ils ont formé les hommes pour diriger ces industries sorties du désert. Mais vous l'avez appris : sortir du sous-développement est une entreprise qui exige des années, l'adhésion des masses et une solidarité internationale sur laquelle vous ne pouviez pas compter.

Telles étaient nos discussions à la fin de cet été 1968. Et si je mettais de la passion dans mes propos, c'est que vous représentiez l'une des dernières expériences révolutionnaires africaines, après l'échec de Ben Bella, de N'Krummah, les tergiversations de Sékou Touré, et je savais l'intérêt immédiat de la France dans les négociations monétaires et donc les risques encourus par votre rigueur.

Je pense qu'il vous a manqué six mois ou un an pour mettre en place les structures qui vous auraient permis de réussir : d'autres comme moi, le savaient et vous ont pris de vitesse.

Ainsi s'explique l'accélération des événements survenus au Mali depuis 1967. La création du Comité de Défense de la Révolution, l'enquête systématique menée dans toutes les sections du Parti et dans tout le pays pour critiquer les expériences passées (champ collectif, groupement rural...) et mettre en place une organisation politique et économique de



Le nouveau maître
MOUSSA TRAORE

A.F.P.

la campagne malienne qui regroupe 95 % de la population et fournit 40 % du produit national brut, par la création des Comités révolutionnaires de base. Le paysan malien, organisé au niveau de la commune dans les C.R.B. devait être le défenseur de la révolution socialiste et la milice devait l'aider à démasquer les contre-révolutionnaires. Certes, le schéma pouvait être appliqué : votre connaissance sociologique du milieu rural exigeait cette transformation radicale. Mais, depuis le 22 septembre 1960, le paysan malien a apprécié vos efforts sur les plans social, culturel — les plus grandes réalisations entreprises dans ce domaine dans toute l'Afrique de l'Ouest — de l'éducation ; sur le plan économique, il a souffert de la révolution en payant ses semences et achetant les produits essentiels, et il n'a pas su s'expliquer que la voie socialiste méritait qu'il vous défendît.

Et pourtant, 1968 était l'année décisive : le séminaire national de fin mai avait déclaré la guerre

- « à la gérontocratie patriarcale ;
- aux féodalités traditionnelles et théocratiques ;
- aux nouveaux riches de la campagne gagnés par l'esprit d'acaparement, et décidé de s'appuyer sur certaines catégories sociales opprimées, les jeunes, les femmes, les paysans démunis ».

En milieu rural, Modibo Kéita était très populaire, mais le culte de la personnalité est un vecteur insuffisant pour une prise de conscience authentiquement socialiste des masses paysannes, volonté affirmée des animateurs du C.D.R.

En 1968 aussi, le gouvernement malien s'est senti à juste titre suffisamment fort et bien encadré pour pouvoir affronter l'ancienne puissance coloniale, avide de retrouver son marché momentanément perdu de 4,5 millions d'habitants. La définition d'une nouvelle parité du franc malien par rapport au franc C.F.A., les conséquences à court terme des accords monétaires étaient peu de chose pour la France si les compagnies commerciales récupéraient le Mali. La liberté des changes était supportable pour le Mali dans la mesure où toute l'économie était contrôlée par les sociétés d'état (Somix pour l'import-export, protection des produits de fabrication malienne, contrôle des prix, etc...) C'est là que le qui-proquo monétaire entre la France et le Mali devait se solder par une rupture violente. Les militaires ont permis avec l'aide du « technocrate » Louis Nègre, de trancher dans le sens d'une bonne entente franco-malienne où vont pouvoir s'engouffrer les sociétés françaises qui souffraient de l'insuffisance des marchés sénégalais ou ivoirien.

Chers amis maliens en prison, vous ne manquerez pas de méditer les derniers événements. Vous avez fait du Mali une nation et vous étiez un phare pour les révolutionnaires sénégalais, ivoiriens. Votre échec sera durement ressenti.

Vous avez rendu la fierté aux paysans bambaras et pourtant ils ne se sont pas levés pour défendre un socialisme que vous vouliez leur imposer.

Avec le temps et le retour du système impérialiste comme cela semble confirmé par les déclarations du lieutenant Traoré, je souhaite que votre image ne soit pas trop déformée et que vos idées fassent leur chemin. C'est le vœu le plus amical que je puisse vous adresser. □

Revue

Début 69 « POUVOIR REGIONAL », MAGAZINE DE LA « REVOLUTION REGIONALISTE »

Comité de patronage : Pierre Fougeyrollas, Alfred Kastler, Robert Lafont. Rédacteur en chef : André Laude.

Dans chaque numéro des articles de fond, des reportages, un dossier, des tables rondes, forums et face-à-face, des interviews, des études culturelles, des pages d'histoire inconnue, des chroniques de la vie des régions et des mouvements régionalistes, un débat permanent : « socialisme et révolution régionaliste », des documents inédits ou rares, etc...

Cadres techniques, industriels, agriculteurs, fonctionnaires, hommes politiques, élus, militants syndicalistes, étudiants, professeurs, intellectuels, etc., trouveront dans « Pouvoir Régional » les éléments complets d'un dossier mal connu.

Abonnements : 6 n° : 20 F. — Abonnement de soutien à partir de 30 F. Versements à : Régions et démocratie (Pouvoir Régional), compte 50.310, Banque Nationale de Paris, avenue Maurice-Thorez, 91-VIGNEUX. Renseignements, correspondance : « Pouvoir Régional », 43, rue Lecourbe, Paris 15°.

Librairie de Tribune Socialiste

Tous ces livres sont en vente à la Librairie de Tribune Socialiste

EDITIONS DU SEUIL

- *Le devoir de violence*, de Yambo Ouologuen (Prix Renaudot) 15,00 F
- *L'O.R.T.F., un combat*, de R. Louis 15,00 F
- *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, d'Alain Touraine 21,00 F
- *Les Communistes*, d'Annie Kriegel 7,50 F

EDITIONS JULLIARD

- *Le Laminage continu*, de Pierre Belleville 20,70 F

EDITIONS N.R.F.

- *La révolution régionaliste*, de R. Lafont 3,50 F

EDITIONS GRASSET

- *L'Empire américain*, de Cl. Julien 25,00 F

— Pour tout envoi postal, envoi franco (sans ristourne).

— Adresser les commandes à T.S., 54, Bld Garibaldi, Paris 15°. Paiement à la commande par chèque postal ou bancaire CCP T.S. 58 26 65 Paris.

Cinéma national populaire

Se battre sur deux fronts

Jean-Paul Fargier

Avec la Quinzaine des Lettres Françaises, en hommage à Georges Sadoul, le Cinéma National Populaire a pris un bon départ. 14 films dont 10 inédits. La petite salle du Studio 43 dut refuser tous les soirs du monde.

Qu'est-ce que le Cinéma National Populaire ? C'est une structure nouvelle de commercialisation des films créée par le C.N.C. (division du ministère des Affaires culturelles, qui régit le cinéma français). Actuellement il existe quatre salles d'exploitation se réclamant de ce statut : à Bordeaux, à Toulouse, à Lyon et à Paris. Elles doivent programmer des films d'une haute qualité (la crème de l'Art et Essai, en quelque sorte) dans un contexte culturel nouveau. Il ne s'agit pas d'exploiter des films mais de favoriser une rencontre du spectateur avec des œuvres. Ce n'est qu'un cadre. Il peut permettre de briser le terrorisme publicitaire et critique (cf. la réussite des Rencontres cinématographiques d'Avignon) ou aboutir à un nouveau snobisme culturel et donc à un terrorisme de plus. Tout dépend de l'esprit qui anime l'entreprise.

L'animation du C.N.P. parisien est l'œuvre de Jean Collet, critique à *Télérama* et ailleurs ; il est aussi et surtout un merveilleux animateur qui se bat depuis longtemps dans toute la France pour le seul cinéma qui compte, le bon. De Tours à Montpellier, de Rumilly à Nîmes, il participe à de nombreux ciné-clubs, stages ou rencontres.

Nous lui avons demandé de nous présenter ses intentions et ses projets.

« J'ai accepté d'animer le C.N.P. de Paris, nous a-t-il dit, parce que je pense qu'il est un moyen possible pour renouveler les rapports du public avec le cinéma. Dans un quartier populaire (le faubourg Montmartre) nous voulons présenter des films de qualité que beaucoup ne peuvent pas voir. Tout le monde ne va pas à la Cinémathèque et les Arts et Essais ne

distribuent que des valeurs commercialement sûres. Il s'agit de se battre sur deux fronts : faire découvrir des inédits anciens ou récents et ressortir des films anciens dans un contexte tel que le spectateur les voit comme s'ils étaient nouveaux et qu'ainsi il les redécouvre. Plutôt que d'exploiter un film pendant des mois notre perspective est d'en faire découvrir vingt.

« L'important c'est de favoriser un nouveau type de rapport avec les films. Par une programmation chaque semaine originale, par des débats, des rencontres avec des cinéastes, des critiques et bien d'autres personnes nous essayons de briser la passivité consommatrice du spectateur. Des semaines ou des quinzaines vont être organisées par des revues (*Télérama*, *Cinéma 69*), par des cinéastes qui présenteront les films qu'ils aiment, par des étudiants. Ainsi le cinéma redeviendra vivant. Ses liens avec la vie des œuvres et avec la vie des hommes ne pourront manquer d'apparaître. »

Parmi les prochains programmes annoncés, notons :

— Du 4 au 10 décembre, l'œuvre de C. de Givray, avec la présentation par l'auteur de « *L'Amour à la chaîne* », le seul film juste sur la prostitution, qui dénonce les collusions de l'Etat et des proxénètes.

— Du 11 au 17, une semaine Pollet, l'auteur de « *Méditerranée* » et de « *Tu imagines Robinson* ».

— Du 18 décembre au début janvier, *Télérama* présente des films comiques des Marx Brothers et de Léo Mc Carey.

Fin janvier, « Tribune Socialiste » organisera à son tour dans le cadre du C.N.P., une semaine du film politique. Nous donnerons des précisions dans nos prochains numéros.



Sacha Pitoëff et Martin Walser.

Théâtre

Dans l'exceptionnel découvrez le système

Dominique Nores

Le *Cygne Noir* de Martin Walser, tel qu'il se développe d'abord, emmitouflé, dirait-on, dans des habitudes de théâtre, surprend, déçoit un peu (1). Walser est considéré en Allemagne comme un auteur « difficile », qui conteste le langage et s'affirme à travers lui. Or, ce *Cygne Noir* semble ne proposer qu'un langage dramatique, éculé — discussions de salon et de cabinet médical, lettre retrouvée dans un livre, revolver fourni par une innocente, théâtre dans le théâtre enfin, psychodrame justicier qui permet d'évoquer *Hamlet*. La mise en scène de Sacha Pitoëff suit : velours, moquette. On pratique le pas à pas. Les démarches se feutrent. On hume l'atmosphère.

Il est impossible de dire à quel moment l'intention dramatique de Walser se dégage dans sa force et met en question les formes mêmes du drame, sur quoi semblait se fonder sa dramaturgie. Peut-être quand Rudi (19 ans) devient vraiment le meneur d'un jeu qui ne peut aboutir, parce qu'il n'est pas à l'échelle de l'individuellement accessible.

Deux médecins allemands ont servi à leur poste sous le régime nazi : ils « triaient » les détenus des camps de concentration. Après la guerre, l'un s'est débarrassé du passé en

faisant quatre ans de prison. L'autre s'est caché, a changé de nom. Mais ce qu'ils ne peuvent empêcher, c'est que leurs enfants, si armés soient-ils contre le passé par leur vie présente (Rudi est un brillant étudiant, Irm croit avoir grandi dans les Indes) aient gardé dans leur mémoire une trace qui n'attend que sa mise en vie par les mots pour devenir plaie rongée.

Et ici se développe un des thèmes principaux de l'œuvre de Walser. Rudi et Irm pouvaient passer à côté, n'opérer jamais le travail mental qui ressuscite leur enfance à deux pas du four crématoire. Les mots-guides sont affaire de hasard. Mais la mémoire éveillée ne s'élué plus : le seul « salut » est dans une volonté de « tout rendre présent », d'être à la fois « le lieu du sinistre » et « l'herbe qui pousse dessus, avec mauvaise conscience, mais sans cesse... » (2)

Le second thème suit les investigations de Rudi et conduit l'œuvre. Pour Walser, nul ne peut se débarrasser de ce qu'il nomme « notre Auschwitz » en en faisant un condensé de l'horreur : la plupart des responsables, tels les médecins qu'il nous montre, étaient des hommes ordinaires. Rudi peut faire jouer devant eux, par des fous, leur personnage tel qu'il l'imagine, ou braquer une



Le CLUB JEUNESSE et CULTURE

vous invite au

SKI - DÉBAT EN TCHÉCOSLOVAQUIE

22 décembre - 4 janvier : 685 F

Une semaine janvier - Pâques : 495 F

comprenant

- Voyage par avion Orly - Orly
- Tour de ville à Prague
- Transfert aux Monts Métallifères

- Location complète en chambre à deux lits
- Location et cours de ski, remontées mécaniques
- Rencontre avec la jeunesse tchèque.

Renseignements et inscriptions : 11, rue Vernier, Paris (17^e) - Tél. : 380-73-38
(Pas de restriction après la nouvelle législation sur les changes)
Se recommander de « Tribune Socialiste »

lampe dans leurs yeux, le faisceau fouille sans rien atteindre. Dans la mémoire de ces exécutants subalternes, il n'y a que des chiffres et une odeur difficile à supporter à l'heure où ils prenaient le café.

Heurtés à l'inconcevable, leurs enfants peuvent se suicider comme Rudi, ou entendre la leçon de Brecht : devant ce que tu ne comprends pas, cherche le système qui l'a permis. Pour Walser, la machine à tuer fonctionnant comme une entreprise et divisant assez la responsabilité pour qu'elle soit supportable par tous a seulement été remise, les hommes d'aujourd'hui qui n'ont voulu voir dans Auschwitz que l'exceptionnel n'en ayant pas tiré l'enseignement qui s'imposait sur la nature du fascisme, sa collusion avec le chauvi-

nisme national, son habileté à inventer un « ennemi idéal » — juif, communiste... que, par les retournements de l'histoire, on aura tôt fait de traiter en ennemi réel.

Peu à peu, la mise en scène a montré l'isolement des personnages dans des passés incommunicables et par là-même dans le présent ; et parce qu'elle a su rester sobre, attentive au texte, elle s'est révélée efficace. Sacha Pitoëff, Danielle Ajoret et Richard Leduc, flexible, capable de mystère, en sont les meilleurs éléments. □

(1) Théâtre Moderne, 15, rue Blanche. La pièce est éditée chez Gallimard. Collection de Monde Entier. Elle est traduite par Gilbert Badia.

(2) Voir les textes de Walser, publiés dans *les Lettres Nouvelles*. Décembre 1965.

Livres

Le syndicalisme à l'épreuve

Jacques Ferlus

L'explosion, la révolte, la révolution de mai a surpris pour ainsi dire tout le monde, y compris les dirigeants syndicaux, pourtant bien placés pour être au courant. Au fur et à mesure que nous avançons dans le temps, il se trouve des gens, de plus en plus nombreux, pour affirmer qu'ils avaient depuis longtemps prévu cette explosion sociale. Parmi eux, Philippe Bauchard et Maurice Bruzek, journalistes à Europe N° 1. C'est du moins ce que laisse entendre le texte de présentation de leur livre : « Le syndicalisme à l'épreuve » (1). Nous n'avons pas pris la peine d'aller vérifier dans les propos tenus avant mai par les auteurs. Peut-être avons-nous eu tort...

Revenons à leur livre. Pour eux, la route de mai commence en 1963 avec la grève des mineurs et en 1964 avec l'affaire Bull. Ces deux événements, auxquels sont consacrés deux chapitres, marquent un changement de la manière d'aborder les affaires dans le mouvement syndical. Puis, dans le style des bulletins d'informations horaires de la radio, ils récapitulent les quarante jours de la crise de mai. Le constat est sérieux, rien de ce qui est essentiel n'est oublié.

Les autres chapitres sont consacrés aux questions que se doit d'aborder un syndicalisme moderne, et qu'il

aborde, puisque les auteurs ne sont pas avarés de leurs citations. Le syndicat et l'entreprise, l'économie, la politique, ces trois parties occupent plus de la moitié du livre. Et c'est beau comme un éditorial d'Europe n° 1. On cite les syndicats, le gouvernement, le patronat. On apporte des faits, des témoignages. On rappelle des événements. On explique les tendances ou bien on présente les différentes options ou propositions. C'est astucieusement et même remarquablement présenté. Hélas, tout cela ne nous mène pas très loin et ne permet en rien de comprendre le sens profond de mai, le sens des luttes sociales, les problèmes posés au syndicalisme. Ce livre n'est qu'un énorme point d'interrogation face auquel peu nombreux sont ceux qui peuvent donner une réponse : les militants syndicalistes et politiques, ceux qui ont vécu mai de l'intérieur. Ceux-là regretteront que ce livre n'apporte aucun élément de réponse aux questions qu'ils posent parfois fort bien. Mais ce sont surtout les mous de la lutte ouvrière qui risquent de lire ce livre, risquant du même coup de n'y trouver que l'envie de continuer à faire confiance à leur poste de radio préféré. « Le syndicalisme à l'épreuve », c'est peut-être, encore une fois, l'information en question.

Il faut noter toutefois de remarquables portraits des principaux leaders syndicaux. Car si le livre manque d'envergure, Philippe Bauchard et Maurice Bruzek ne sont pas dépourvus de talent. □

(1) *Le syndicalisme à l'épreuve* - 365 pages - 15,50 F - Chez Robert Laffont. Collection *Le monde qui se fait*.

Répression

Quand Marcellin parle de culture

Nous recevons d'un de nos camarades l'information suivante relative à la récente saisie de films dans une Maison de jeunes du Haut-Rhin.

Avant l'heure prévue pour la séance (le 23 novembre 1968, à 20 h 30), la M.J.C. a été investie par les gendarmes dans l'intention de saisir des films prévus.

Trois des quatre films ayant été enlevés de la cabine et cachés, les gendarmes ont fouillé la Maison des Jeunes.

La presse a souligné le très important déplacement de forces de police ; nous n'y reviendrons pas. Disons simplement que les gendarmes étaient plus nombreux que les amis réunis pour la projection.

L'identité de toutes les personnes présentes a été relevée, certaines d'entre elles ont été fouillées ainsi que leur voiture.

M. Fuchs, directeur de la M.J.C. de Bollwiller et Roger Meyer, ont été entendus à la Gendarmerie de Bollwiller.

Personne parmi l'assistance n'avait connaissance de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1968 interdisant un certain nombre de films. Deux d'entre eux, « Wonder » et « Nantes » prévus pour ce visionnement, tombent dans cette catégorie, mais les gendarmes ont également saisi les deux films « Sigrid » et « Mexique » qui n'étaient pas mentionnés par l'arrêté préfectoral, ainsi que l'argent (en rouleaux) de la caisse du bar de la M.J.C. en prétendant qu'il s'agissait de « la recette de la soirée ». □

Disques en souscription

● MOZART - L'ŒUVRE POUR PIANO ET ORCHESTRE

Ingrid Haebler, encore jeune pianiste, nous propose un véritable monument. Malgré les dimensions et le prix de l'album (12 d. 249 F) il est particulièrement intéressant de suivre le cheminement du musicien dans un genre où, avec les opéras, s'affirme le plus hautement son génie. Ici l'équilibre entre orchestre et piano s'établit le plus naturellement. Gais et tendres, héroïques ou mélancoliques, nous tenons les plus lumineux chefs-d'œuvre d'un genre qui ne pourra que se dégrader ensuite. En dépit d'une certaine nervosité, Ingrid Haebler possède le toucher mozartien qui « jamais ne pèse, ni ne pose ». Avec l'excellent orchestre de Londres, surtout quand il est dirigé par Colin Davis, elle fait entendre un chant d'une belle simplicité. (Philips, en souscription jusqu'au 31 janvier. Les disques peuvent être vendus séparément).

● MOZART - LES NOCES DE FIGARO

Moins de deux ans après la création en France du Mariage de Figaro que Beaumarchais mit 8 ans à écrire, Mozart compose, répète et dirige les Noces en quelques semaines. Nous sommes en 1787, Mozart vient d'inaugurer avec un sujet pré-révolutionnaire la série des quatre chefs-d'œuvre lyriques qui aboutira en 1792 à la Flûte Enchantée.

Avec Mozart, les personnages de Beaumarchais acquièrent une dimension nouvelle, ils sont révélés dans leur ambiguïté leurs passions les plus fortes, et leurs rapports les plus obscurs. Il existe des versions plus pétillantes que celle-ci, dirigée en finesse par Karl Boehm qui a le mérite de souligner ce que Mozart a de plus fort à exprimer. L'interprétation de Figaro par Herman Prey, véhément et parfois douloureux, est dépourvue de cette bonhomie qui, arrondissant le personnage, le rendait inoffensif. Quant au Comte Almaviva de Fisher, Dreskau, malgré quelques flottements vocaux, met parfaitement en évidence les troubles du roué décadent. Gundula Janovitz est la plus tendre des comtesses (D.G.C. 4 x 30 cm - 92 F jusqu'au 31 janvier).

● WAGNER - LE VAISSEAU FANTÔME

Premier opéra wagnérien à avoir connu les faveurs du public. S'il n'est pas encore

dégagé de l'influence italienne et du romantisme traditionnel, il manifeste déjà les qualités orchestrales, vocales et expressives des œuvres de la maturité. C'est à cela qu'Otto Klemperer s'est attaché en faisant magnifiquement ressortir tout ce qui annonçait Tristan ou le Crépuscule. L'opéra gagne en vraie grandeur ce qu'il perd parfois en spontanéité. Servie par une équipe de chanteurs de premier ordre, c'est une excellente initiation à l'art wagnérien. (Voix de Son Maître - 3 x 30 cm - 75 F jusqu'au 15 janvier).

● FLORILEGE DU PIANO

Belle occasion de découvrir six musiciens français contemporains de Ravel ou de Debussy. Trop négligés aujourd'hui, à part Albert Roussel dont Munch maintenait les robustes symphonies au répertoire, ces bretons, ces ardéchois, ces flamands, ces languedociens, bien en terre et reliés aux meilleures traditions, ont en commun un style clair et raffiné. La personnalité de chacun s'affirme néanmoins à travers des œuvres d'époques et d'inspirations différentes. Sans négliger Albéric Magnard, Vincent d'Indy ou Guy Ropartz, nos préférences vont à Roussel le plus proche de nous, à Chausson, le plus sensible et à Déodat de Séverac le plus finement évocateur.

Jean Doyen défend cette musique avec intelligence et autorité. (Erato 3 x 30 cm - 80 F jusqu'au 31 décembre).

● AVANT GARDE

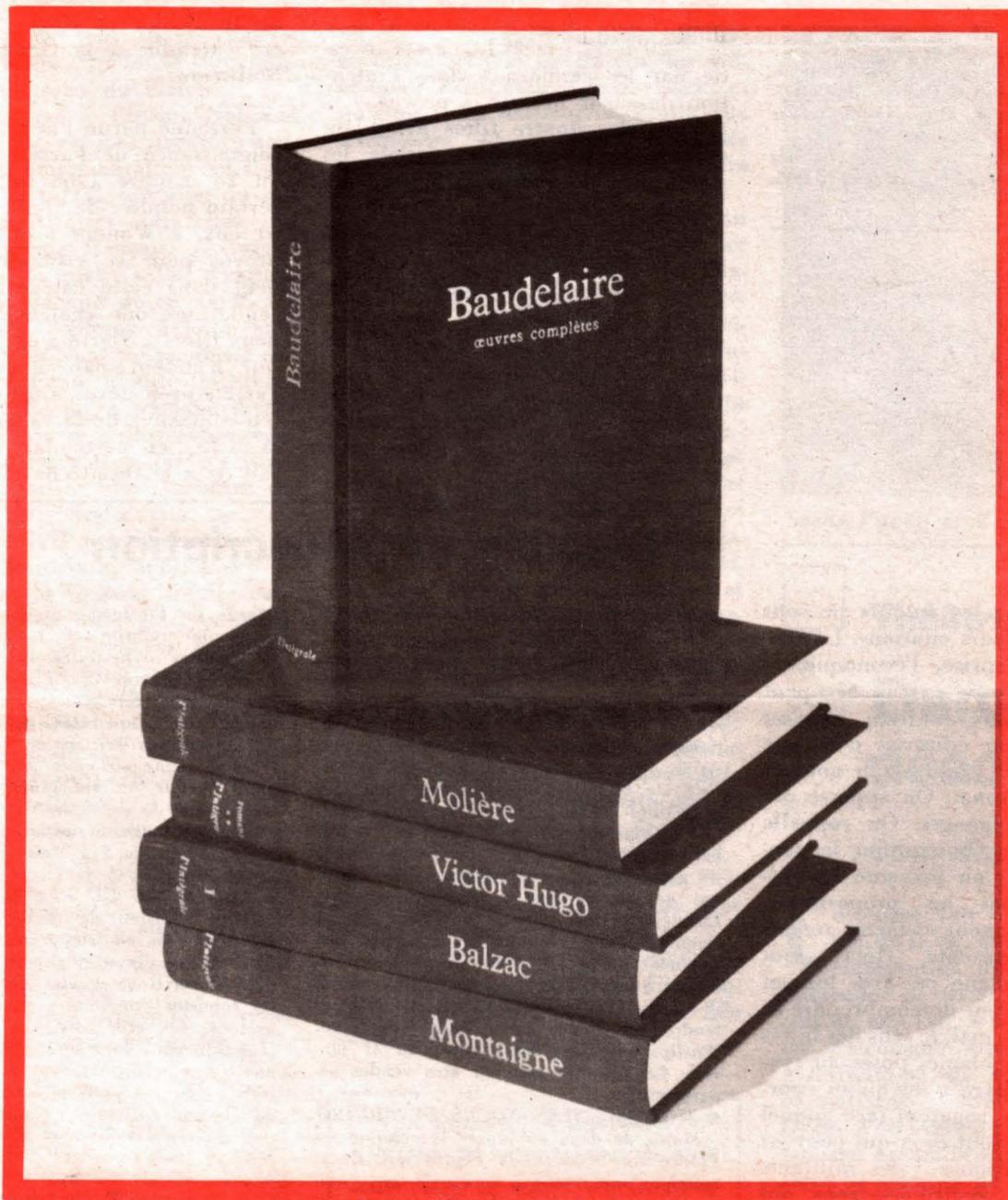
Un des grands événements musicaux de l'année. C'est la première fois qu'un coffret de six disques de musique ultra moderne est proposé en souscription en France. L'audace paie, car la souscription a été couverte en un temps record. La plupart des aspects essentiels de la musique d'avant garde figurent ici. Signalons l'intérêt exceptionnel des œuvres de Stockhausen et l'extraordinaire prélude pour quatuor à cordes du Japonais Toshiro Mayuzumi. Pour apprécier cet album important, il faut l'aborder avec la fraîcheur de ceux qui admettent le droit à l'erreur et qui estiment que le musicien d'aujourd'hui n'a plus à nous transmettre de vagues états d'âme, mais à nous ouvrir les portes d'un monde sonore sidéral. Nous y reviendrons. (D.G.C. - 6 x 30 cm - 89 F jusqu'au 31 janvier). □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Lola Montès

la plus complète... la plus révolutionnaire... la moins chère...



LA COLLECTION

l'Intégrale

OFFRE
LES ŒUVRES COMPLÈTES
DES PLUS GRANDS
AUTEURS
DANS UNE LUXUEUSE
PRÉSENTATION
LA MOINS COÛTEUSE
QUI SOIT.

Chaque volume, de 400 à 1200 pages, est imprimé sur Vélin neige, relié pleine toile rouge avec impression or au balancier, et recouvert d'une jaquette rhodoïd.

Les œuvres sont accompagnées des documents suivants :

- une préface, une présentation de l'œuvre par l'un de ses meilleurs spécialistes,
- une chronologie de l'auteur et sa bibliographie,
- de nombreuses notes en bas de page,
- une introduction à chacune des œuvres,
- un choix de citations avec références,
- l'index des personnages tant fictifs que réels.

Volume simple (de 400 à 700 pages) : 18 F

Volume double (de 800 à 1200 pages) : 27 F

Tout Baudelaire VIENT DE PARAITRE

en un seul volume relié, avec 54 illustrations dont 30 dessins de Baudelaire

18 F

Balzac Toute la Comédie Humaine
en 7 volumes reliés de 600 à 800 pages chacun (soit une moyenne de 15 romans par volume).
Chaque volume

18 F

Tout Corneille
en un seul volume relié

27 F

Tout Flaubert
en deux volumes reliés, chacun

27 F

Tout La Fontaine
en un seul volume relié

18 F

Tout le théâtre de Marivaux
en un seul volume relié

18 F

Tout le mémorial de Ste-Hélène
par Las Cases, en un seul volume relié

18 F

Tout Molière

en un seul volume relié

18 F

Tout Montaigne

en un seul volume relié

18 F

Tout Montesquieu

en un seul volume relié

27 F

Tout Musset

en un seul volume relié

27 F

Tout Pascal

en un seul volume relié

18 F

Tout Racine

en un seul volume relié

18 F

Rousseau œuv. autobiographiques

en un seul volume relié

18 F

Tous les romans de Victor Hugo

en trois volumes reliés, chacun

18 F

Tout Vigny

en un seul volume relié

18 F

Tous ces livres sont en vente à la librairie de TRIBUNE SOCIALISTE
(Pour tout achat au siège de T.S. : ristourne de 10 %)

BON DE COMMANDE

à envoyer à TRIBUNE SOCIALISTE, 54, bd Garibaldi, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 58 26 65

Veillez expédier, franco de port à l'adresse ci-dessous les titres cochés sur la liste ci-contre :

M

.....

.....

Ci-joint un chèque de

Signature :

EDITIONS DU SEUIL